



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

### **Arrêté préfectoral complémentaire 2025-641**

**portant autorisation d'augmentation de capacité de traitement de déchets  
de l'installation de méthanisation exploitée par la société XL Méthalandes  
sur la commune d'Hagetmau  
autorisée par l'arrêté préfectoral PR/DRLP/2012/n° 498 du 13 août 2012**

**Le Préfet,**

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
  - Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
  - Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
  - Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, Préfet des Landes ;
  - Vu** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral PR/DRLP/2012/n° 498 du 13 août 2012 autorisant la société METHALANDES à exploiter une installation de méthanisation sur la commune d'Hagetmau ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> octobre 2018 portant autorisation d'épandage temporaire de digestats ;
  - Vu** la déclaration de changement d'exploitant effectué par la société XL Méthalandes en date du 14 novembre 2018 ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020 portant extension du site et diverses modifications ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2025 portant autorisation de plan d'épandage des digestats produits par l'unité de méthanisation ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-52-SG du 9 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, Secrétaire Générale de la préfecture des Landes ;
  - Vu** le dossier du 16 septembre 2025, complété le 24 septembre 2025, de demande d'augmentation de capacité de traitement de déchets par l'unité de méthanisation d'Hagetmau ;
  - Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis pour observations à l'exploitant par courriel du 27 octobre 2025 ;
  - Vu** la réponse de l'exploitant par courriel du 28 octobre 2025 concernant le projet d'arrêté ;
  - Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 octobre 2025 proposant à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour l'établissement XL Méthalandes ;
- Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que le projet nécessite la mise à jour des conditions d'exploitation de l'unité de méthanisation ;

**Sur proposition** de la Secrétaire Générale de la préfecture des Landes,

## ARRÊTE

### Article 1 : Généralités

La société XL Méthalandes, dont le siège social est situé chemin Despaignet à Aire-sur-l'Adour (40800), est autorisée à augmenter la capacité de traitement de déchets de l'unité de méthanisation d'Hagetmau selon les conditions du présent arrêté.

### Article 2 – Mise à jour du tableau de nomenclature des activités ICPE

Rubrique	Libellé	Capacité	Régime
2781-2a	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation des eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j.	580 t/j 211 500 t/an	Autorisation
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants <i>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</i>	Traitement de 580 t/j de matières en méthanisation	Autorisation

### Article 3 – Mise à jour des conditions d'entreposage des digestats

Les dispositions prévues par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2025 susvisé sont abrogées et remplacées comme il suit :

« Les digestats sont entreposés sur le site de l'unité de méthanisation d'Hagetmau (31 419 m<sup>3</sup> en silos ou cuves) et dans les fosses à lisiers des éleveurs partenaires du projet (22 900 m<sup>3</sup> au total), pour une capacité totale de 54 319 m<sup>3</sup> en fosses maçonnées aériennes ou enterrées ou en fosses avec géomembrane.

La liste des sites déportés d'entreposage des digestats est la suivante :

Exploitation partenaire	Commune	Volume (m <sup>3</sup> )	Caractéristiques techniques
Labat Assainissement	Aire-sur-l'Adour	100	Cuve béton ouverte
Barrailh Christophe	Bordères-et-Lamensans	800	Cuve béton ouverte
EARL Cruzalebes	Boumourt	1000	Cuve béton ouverte
Chalandre Pascal	Castelnau-Tursan	1000	Lagune ouverte (projet couverture)
EARL Duspouys	Cazalis	400	Lagune ouverte
EARL aux sources de chloulében	Classun	1000	Cuve béton couverte
EARL La puce	Hagetmau	800	Lagune ouverte
EARL Crabos	Horsarrieu	400	Lagune ouverte
EARL Jeantibat	Horsarrieu	400	Lagune ouverte
EARL De bieou	Mant	300	Cuve béton couverte
EARL Du mas	Miramont-Sensacq	1000	Cuve béton couverte
EARL Lepinet	Monsegur	3500	Lagune ouverte
EARL De pecrouts	Sainte Colombe	400	Lagune ouverte
EARL Payret	Samadet	400	Cuve béton ouverte
GAEC Des collines	Samadet	500	Cuve béton couverte
SCEA Arpleich	Samadet	500	Lagune ouverte
EARL Du louts	Samadet	500	Lagune ouverte
SCA Novoporc	Mant	6500	Cuve béton couverte
EARL Pedelord	Saint-Maurice-sur-Adour	500	Lagune ouverte
SCEA Malfatti	Tilh	900	Lagune ouverte
EARL Caraby	Urgons	2000	Lagune ouverte

L'exploitant s'assure annuellement du bon état des équipements déportés d'entreposage des digestats. Il consigne dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les constats effectués et les actions de maintenance réalisées. »

#### Article 4 – Zones de chalandise

Les intrants de méthanisation proviennent en grande majorité des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, de la Gironde et du Gers, à l'exception de la glycérine pouvant provenir des Pays de la Loire (Loire-Atlantique) et d'Espagne.

#### Article 5 : Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Hagetmau et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie d'Hagetmau pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,

- 3° le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 6 : Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture des Landes, le Maire d'Hagetmau, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société XL Méthalandes.

Mont-de-Marsan, le 20 NOV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Stéphanie MONTEUIL

#### Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).